

LES TROPHÉES
**PARTICIPATION
CONCERTATION**
2022

LIVRET DES PARTICIPANTS

*Cérémonie de remise des Trophées
8 décembre 2022 - Musée de Grenoble*

Co-organisés par :



SOMMAIRE

■ Organisateurs, partenaires et soutiens	3
■ Le Jury des Trophées de la participation & de la concertation 2022	5
■ Le déroulé de la cérémonie	6
■ Les coups de cœur du Jury	7
■ Les lauréats récompensés par 4 étoiles	10
■ Les lauréats récompensés par 3 étoiles	16
■ Les lauréats récompensés par 2 étoiles	28
■ Les lauréats récompensés par 1 étoile	36

LES ORGANISATEURS



décider
ENSEMBLE

Depuis 2005, **Décider ensemble** réunit les acteurs de la société française animés par la volonté de promouvoir une culture de la décision partagée. Le think tank est un lieu d'échanges et de professionnalisation sur les thématiques de la participation, de la concertation et du dialogue entre les parties prenantes. En tant que laboratoire d'idées, il assure une mission de propositions et d'analyse sur les méthodes et pratiques de concertation mises en œuvre en France et à l'étranger. Son centre de ressources réunit une série de fiches-expériences présentant, notamment, les démarches de participation mises en œuvre par les lauréats des Trophées de la participation & de la concertation : <http://ressources.deciderensemble.com/>

Décider ensemble est présidé par **Bertrand PANCHER**, député de la Meuse et sa gouvernance s'appuie sur des élus locaux et nationaux, des représentants d'entreprises, d'ONG, des chercheurs et des syndicats.



Média de référence des cadres et des élus des collectivités territoriales, **La Gazette des communes** décrypte toute l'actualité du secteur public local.

Elle se distingue par son approche innovante et proactive afin de fournir aux décideurs locaux tous les outils nécessaires à la compréhension des évolutions du secteur et à la gestion efficace d'une collectivité (dossiers, veille juridique, service Open data Gazette et indicateurs, Territoires et talents, offres d'emplois...).

Le site lagazettedescommunes.fr enregistre plus de 600 000 visites uniques par mois et le magazine rassemble chaque semaine près de 300 000 lecteurs.

La Gazette organise par ailleurs une dizaine de conférences d'actualité par an dont Innova'ter, des webinaires, des clubs métiers (RH, Finances, Prévention sécurité, Techni. Cités, Santé-social, Education et vie scolaire, Acteurs du sport), des remises de trophées et plus de 1 000 sessions de formations dédiées aux actes des collectivités territoriales. La marque est aussi le premier partenaire du Salon des maires et des collectivités locales.

LES PARTENAIRES ET SOUTIENS



La **Commission nationale du débat public (CNDP)** est une autorité administrative indépendante dont la mission est d'informer les citoyens et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte dans le processus de décision : « Vous donner la parole et la faire entendre ». La CNDP multiplie les actions pour que l'avis des citoyens et leurs arguments soient entendus et relayés. Elle agit pour que leurs questions ne restent pas sans réponse et que leur opinion puisse être exprimée et prise en compte de manière concrète.



Le **groupe SNCF** est l'un des premiers groupes mondiaux de transport de voyageurs et de marchandises, avec en son sein la gestion du réseau français. Implanté au cœur des territoires, il propose des solutions à faible impact environnemental pour l'ensemble de ses clients (voyageurs, collectivités, entreprises, ...).

Engagé auprès de ses clients et des territoires, le groupe SNCF s'appuie sur ses expertises dans toutes les composantes du ferroviaire pour répondre de manière fluide et durable à tous leurs besoins de mobilité et de transport. Depuis plusieurs années, le groupe attache une grande importance à développer la concertation avec différents acteurs et la participation du public dans l'élaboration de ses projets et opérations ferroviaires.



**BANQUE des
TERRITOIRES**



La **Banque des Territoires** constitue un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Le Groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles. La Caisse des dépôts et consignations est un investisseur de long terme et contribue, dans le respect de ses intérêts patrimoniaux, au développement des entreprises.

LE JURY

LA PRÉSIDENTE

**CHANTAL
JOUANNO**



Présidente de la
**Commission
nationale du
débat public**

LES MEMBRES

**JUSTINE
BLO**



Adjointe à la
démocratie locale
et la participation
citoyenne,
Juvignac

**LUCIE
BOIREAU**



Responsable
Innovation,
**Est Métropole
Habitat**

**ANNABELLE
BRETTON**



Adjointe à l'éduca-
tion populaire, la
jeunesse et la dé-
mocratie ouverte,
Grenoble

**PATRICE
CARRÉ**



Secrétaire général
et Président du
Conseil scienti-
fique de **Décider
ensemble**

**AURÉLIE
MÉZIÈRE**



Maire de **Plessé**

**FRANÇOIS
PANOUILLÉ**



Chargé de
mission smart
cities, **Banque des
territoires**

**DAVID-MARIE
VAILHÉ**



Directeur,
Atelier CAPACITES

LE DÉROULÉ DE LA CÉRÉMONIE

Animation par **Guillaume Doyen**, Directeur des rédactions du Groupe Infopro Digital

DISCOURS D'OUVERTURE

Éric Piolle, Maire de Grenoble

PRÉSENTATION DES TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

Bertrand Pancher, Député de la Meuse et Président de Décider ensemble

RETOUR SUR LES DOSSIERS 2022

Chantal Jouanno, Présidente de la Commission nationale du débat public et Présidente du Jury des Trophées

REMISE DES TROPHÉES AUX LAURÉATS

♥ Coups de cœur du Jury

★ 4 étoiles

★ 3 étoiles

★ 2 étoiles

★ 1 étoile

COCKTAIL

COUPS DE CŒUR DU JURY



Cette année, le jury a eu deux coups de cœur pour des dossiers qu'il a décidé de mettre à l'honneur :

♥ *Une parfaite mise en récit d'un projet participatif complet « Repensons ensemble notre centre-village » de la commune des Mesnuls*

♥ *Un projet de tiers-lieu « La Bulle » incarnant la participation de manière pérenne dans un quartier politique de la ville présenté par Annemasse*



REPENSONS ENSEMBLE NOTRE CENTRE-VILLAGE



Commune des Mesnuls (78) en partenariat avec le PNR Vallée de la Chevreuse et accompagnée par l'Agence de concertation Palabreo

DÉMARCHE

L'équipe municipale des Mesnuls a souhaité associer toute la population afin de repenser le centre-village pour que celui-ci continue à être un lieu de rencontre et de liens entre les habitants. Une attention particulière a été portée à l'inclusion des plus jeunes mais également des personnes en situation de handicap.

Des outils de participation divers ont été mis en place afin d'établir un diagnostic, recueillir les propositions des citoyens et les accompagner dans la création de scénarios pour le cœur de village : marches exploratoires, jeux de l'aménageur, ateliers, etc. Le bilan de cette consultation et les décisions prises par les élus ont intégralement été restitués aux citoyens sous la forme d'une exposition débat.

OBJECTIFS

- Réaménager le centre-village en adéquation avec les besoins et les attentes des citoyens pour que celui-ci soit un lieu d'échange et de rencontre pérenne.
- Impliquer la population de tous les âges dans le projet (45 enfants, 133 adultes de 20 à 81 ans, 5 personnes polyhandicapées).
- Impliquer durablement les habitants dans ces processus décisionnels pour continuer à définir avec eux le lieu central.

MOTS DU JURY

Une mise en récit de grande qualité dans le dossier qui permet de bien s'approprier une démarche participative très complète pour une petite commune (862 habitants). La forte volonté d'inclusion peut être saluée.

LA BULLE, UN TIERS-LIEU CULTUREL INNOVANT ANCRÉ DANS LE TERRITOIRE ANNEMASSIEN



Commune d'Annemasse (74) et La Bulle

DÉMARCHE

En 2013, la commune fait l'acquisition d'un local à réhabiliter situé dans un centre commercial au cœur d'un quartier politique de la ville. Elle décide d'associer les citoyens à cette réhabilitation à travers une série de dispositifs : stands sur le marché, implication du conseil citoyen et des associations locales, soirées pizzas, enquêtes, plateforme numérique, etc.

Les attentes ainsi que les idées collectées et affirmées par les participants se sont portées sur la volonté de créer un tiers-lieu culturel attractif et ouvert pour tous les publics, c'est-à-dire un lieu de vie intergénérationnel dans lequel la lecture publique, le support jeu et le numérique sont à l'honneur. Une gouvernance tripartite est également mise en place avec des citoyens, des élus et agents municipaux ainsi que des représentants associatifs.

OBJECTIFS

- Créer un espace de vie convivial favorisant le lien social entre individus et entre communautés, contribuant à une plus grande cohésion sociale du territoire.
- Améliorer le cadre de vie des habitants en garantissant une équité d'accès à la culture et facilitant l'expression et la reconnaissance de toutes les cultures.
- Développer l'économie et l'accès à l'emploi.
- Valoriser les compétences citoyennes en offrant des instances et outils de participation concrets.

MOTS DU JURY

Un projet spécifique et original partant de la notion de droit culturel pour créer un lieu de débat vivant, cogéré et participatif. Le tiers-lieu a été imaginé avec les citoyens et est géré avec eux. Il est ainsi devenu une incarnation de la participation citoyenne.

LAURÉATS 4 ÉTOILES



5 lauréats



POUR UNE DÉMOCRATIE VIVANTE ET PARTICIPATIVE



Commune de Sarlat-la-Canéda (24)

DÉMARCHE

Initiée par la création du Pôle Citoyenneté, Laïcité, ESS, transversal à tous les autres services municipaux, la démarche participative mise en œuvre par la commune se décline sur divers sujets et via une multitude de dispositifs.

Il a notamment été décidé d'améliorer les conditions de vie au sein des logements sociaux de la ville en s'appuyant sur la parole des habitants. Des réunions publiques régulières sont organisées, un habitant volontaire référent fait le lien entre les locataires et la municipalité, des animations intergénérationnelles sont proposées, etc.

D'autres initiatives ont été prises comme la rédaction d'une Charte de la Participation Citoyenne par une commission extramunicipale, des bourses et des permis pour les jeunes engagés dans le milieu associatif, des Trophées de la Citoyenneté, des ateliers participatifs ou encore un budget participatif.

OBJECTIFS

- Travailler « avec » les citoyens et les encourager à s'engager et à participer.
- Lutter contre toutes formes de discrimination.
- Permettre le vivre ensemble et la cohésion sociale avec le développement de valeurs communes (respect, solidarité, fraternité, tolérance, laïcité, citoyenneté...).

MOTS DU JURY

4

Une démarche globale, complète et transversale avec la volonté de la commune et des élus de mettre la démocratie participative au cœur de leurs projets politiques. Une attention particulière est portée à l'engagement associatif des citoyens.

LE BIG BANG DE LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE À CARPENTRAS



Ville de Carpentras (84)

DÉMARCHE

Dans le cadre du projet « Le Big Bang de la démocratie municipale », la ville a la volonté de proposer des outils transversaux et concrets aux citoyens pour agir et co-construire les politiques publiques.

La Convention citoyenne est une instance consultative composée de 35 citoyens tirés au sort. Elle peut notamment proposer des amendements sur les délibérations et rencontre le Maire avant chaque Conseil municipal. C'est elle qui pilote le budget participatif, 700 000 euros de budget d'investissement pour des projets conçus et choisis par les habitants.

La municipalité donne également aux habitants la possibilité de déposer sur une plateforme numérique des amendements pour modifier une délibération. Soutenu par 2% des électeurs, l'amendement sera rapporté en séance et débattu par les élus. Enfin, la ville expérimente le référendum d'initiative citoyenne (pétition demandant l'organisation d'un référendum décisionnel).

OBJECTIFS

- Donner la parole aux habitants et des outils pour agir.
- Associer le plus grand nombre d'habitants à la vie de la collectivité et restaurer la proximité.
- Rendre l'action publique locale plus légitime en responsabilisant les citoyens.

MOTS DU JURY

4

Une démarche participative complète avec un lien à la décision fort et une délégation de pouvoir importante (droit d'amendement citoyen des délibérations) auquel s'ajoute un budget participatif élevé par habitant. Ce projet transversal, bien qu'encore expérimental, permet d'impliquer profondément les citoyens dans la vie publique et collective de la ville.

CONVENTION CITOYENNE LOCALE POUR LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ



Est Ensemble (93)

DÉMARCHE

Dans le cadre de son PCAET, Est Ensemble a lancé une Convention citoyenne locale pour le climat et la biodiversité avec pour volonté d'inclure les citoyens dans les processus décisionnels. Son objectif : proposer des mesures concrètes pour lutter contre le dérèglement climatique dans le respect de la justice sociale et environnementale.

La Convention a réuni 100 habitants tirés au sort pour cinq week-ends au cours desquels ils ont travaillé sur différentes thématiques alternativement en groupes et en plénière. Sur la base d'une méthodologie inversée en s'appuyant sur leur connaissance du territoire, avec les informations techniques apportées par les experts et les acteurs locaux, les citoyens ont rédigé une Charte de la Convention citoyenne locale composée de plus de 220 propositions. Elles ont en partie été adoptées par le Conseil de territoire.

OBJECTIFS

- Rendre les citoyens acteurs de la politique publique environnementale d'Est Ensemble et dépasser le cadre technocratique du PCAET.
- Prendre en compte les attentes de la population rencontrée à travers les dispositifs de concertation et de participation mis en place.
- Mener des politiques publiques équilibrées avec un compromis entre les mesures désirables et celles réalisables.

MOTS DU JURY

Une démarche remarquable à l'échelle d'une intercommunalité qui s'est appuyée sur un cadre de concertation obligatoire pour le dépasser et réussir une co-construction de propositions. L'efficacité de la Convention tient à sa méthode, notamment à travers la notion d'expertise inversée et « hors les murs ».



DISPOSITIF DE PARTICIPATION CITOYENNE SUR LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE



Conseil National de l'Alimentation

DÉMARCHE

Le Conseil national de l'alimentation (CNA) s'est appuyé sur des citoyens pour élaborer son avis portant sur la prévention et la lutte contre la précarité alimentaire. Autour de la question « Que faut-il faire pour que chaque personne ait un accès digne à une alimentation suffisante et de qualité ? », le CNA a déployé sa démarche en deux étapes.

Dans un premier temps des débats auto-portés et locaux entre différents acteurs (associations, collectivités territoriales, experts) ont été organisés pour permettre de recueillir une diversité de points de vue auprès de différents publics sur des territoires variés. La suite de la démarche participative s'est basée sur un panel citoyen, composé de 10 personnes en situation de précarité alimentaire ainsi que de 8 personnes tirées au sort, organisé sur deux week-ends de trois jours.

Le résultat : un avis citoyen constitué de 16 messages et de 24 propositions.

OBJECTIFS

- Articuler la parole des citoyens à la parole des représentants des acteurs de la chaîne alimentaire.
- Aboutir à des avis plus complets, partagés et légitimes.
- Expérimenter et évaluer ces démarches de concertation.

MOTS DU JURY

4

Le CNA continue de s'ouvrir aux questions de concertation et a pris soin de travailler avec les personnes directement concernées par la précarité alimentaire, avec un véritable souci d'inclusion. La démarche a également permis un véritable dialogue entre citoyens et corps intermédiaires.

LA FABRIQUE URBAINE DU PROJET SAINT-VINCENT-DE-PAUL



Paris & Métropole Aménagement (75)

DÉMARCHE

La Fabrique urbaine de Saint-Vincent de Paul repose sur l'ambition d'une participation active des usagers à la conception des différents objets du projet (équipements publics, logements, espaces publics, etc.). Après une concertation préalable au moment de la création de la ZAC, une nouvelle phase de participation s'est ouverte avec l'objectif de créer une communauté d'intérêts autour du projet. Cette démarche est doublée d'un processus de sensibilisation et d'information à l'urbanisme

La démarche s'est basée sur différents temps de concertation organisés sur chacune des composantes urbaines du projet pour associer les citoyens à la globalité du processus de conception (de la rédaction du cahier des charges au processus de sélection des équipes jusqu'au suivi dans le temps des projets lauréats).

OBJECTIFS

- Enrichir et adapter le projet en articulant concertation citoyenne et expertise
- Accompagner la mise en usage du quartier en associant l'ensemble des parties prenantes au projet dans une logique de création de communauté d'intérêts

MOTS DU JURY

4

Une démarche participative complète et remarquable dans laquelle les habitants ont été intégrés sur le long terme, en commençant 4 ans avant l'aboutissement du projet.

LAURÉATS 3 ÉTOILES



11 lauréats



CRÉATION D'UNE ASSEMBLÉE CITOYENNE



Commune de La Bernerie-en-Retz (44)

DÉMARCHE

La mairie a décidé de transformer son Conseil des sages en une Assemblée citoyenne afin de l'ouvrir au plus grand nombre et représenter au mieux la diversité de la commune. Elle s'est appuyée sur ses habitants qui ont eux-mêmes défini les contours de cette nouvelle Assemblée.

Elle se compose ainsi de deux collèges (habitants / acteurs du territoire) et a pour rôle de conseiller les élus sur des sujets auto-saisis, de faire remonter la parole des habitants et de développer la démocratie locale.

OBJECTIFS

- Développer la participation des citoyens à la vie publique.
- Impliquer les acteurs du territoire dans les futurs projets communaux.
- Accentuer la participation des jeunes et les former à la future vie citoyenne.
- Viser la représentativité la plus juste des habitants de la commune.

MOTS DU JURY

3

Une démarche réellement co-construite dans la mesure où les habitants ont été associés dès le début de la réflexion via une enquête (papier et en ligne) mise en place plus d'un an avant le lancement de l'Assemblée citoyenne. Elle a été complétée par une volonté des élus d'aller à la rencontre des citoyens lors des marchés.

CO-CONCEPTION CITOYENNE DU NOUVEAU CENTRE BOURG



Commune de Soucieu-en-Jarrest (69)

DÉMARCHE

Dans le cadre de la revitalisation du centre-bourg de la commune, la nouvelle équipe municipale a décidé de largement impliquer les citoyens en proposant une co-construction du cahier des charges à travers un questionnaire qui a permis d'identifier les objectifs prioritaires du réaménagement.

Le recueil des besoins a ensuite été réalisé avec des publics ciblés (conseil des enfants, conseil des aînés, commerçants) et avec l'ensemble de la population à travers des ateliers et des déambulations. Les outils de participation divers ont permis d'aller recueillir les propositions du plus grand nombre (plateforme numérique, enquêtes, réunions publiques, rencontres de terrain, etc.). D'autres étapes de concertation sont prévues tout au long des travaux.

OBJECTIFS

- Garantir la prise en compte des besoins des habitants.
- Assurer la bonne appropriation du résultat par les citoyens.
- Légitimer les choix en cas de conflits d'usage par la sélection collective des priorités.
- Renforcer les liens autour d'un projet commun.
- Faire renouer les habitants avec la gestion de la vie publique.

MOTS DU JURY

3

Il semble que l'équipe municipale de Soucieu-en-Jarrest mène une petite révolution culturelle dans une commune qui n'avait connu que 2 réunions publiques en 20 ans. La multiplicité des outils utilisés a par ailleurs permis de mobiliser l'ensemble de la population jarrézienne.

VENELLES EN TRANSITION



Commune de Venelles (13)

DÉMARCHE

En 2021, Venelles a lancé une réflexion collective visant à définir les contours de la Ville en 2030 en engageant sa transition environnementale, sociale et économique. La démarche de concertation s'est articulée autour d'une diversité de dispositifs : stands hors les murs, questionnaire, ateliers pour les enfants, entretiens vidéos, réunion publique, etc.

À l'issue de cette phase, une instance de gouvernance partagée, composée de 6 élus dont un de l'opposition et de 6 habitants tirés au sort, a été mise en place. Cette instance suivra les étapes de rédaction du projet tout en assurant le lien entre les citoyens, les agents territoriaux et les élus.

OBJECTIFS

- S'inscrire en cohérence avec le programme municipal (défense de l'environnement et participation citoyenne).
- Prolonger le travail mené avec l'Agenda 21 et engager la réalisation d'un Agenda 2030 sous forme de fiches-actions.
- Favoriser la lisibilité de l'ensemble des actions menées.
- Créer les conditions d'une citoyenneté active.

MOTS DU JURY

3

Le population a été fortement mobilisée grâce aux multiples outils utilisés pour les faire participer à l'élaboration d'un Agenda 2030 pour la ville. Ce sont 280 propositions qui ont ainsi été formulées et publiées sur le site de la ville. Le lien à la décision sera clairement établi : dans leur rédaction finale chaque fiche-action mentionnera la référence aux propositions citoyennes.

LA COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE DU TEMPS LONG ET LE DÉVELOPPEMENT D'UN APPEL À PROJETS CITOYENS



Ville de Cahors (46)

DÉMARCHE

La ville a décidé de mettre en place une commission extra-municipale du temps long ayant pour mission de veiller à la prise en compte des enjeux du temps long (questions écologiques, climatiques, démocratiques, sociales, etc) dans les projets de la commune. Elle est composée de 33 membres : 11 citoyens volontaires tirés au sort à l'issue d'un appel à candidature, 11 représentants de la société civile et 11 élus de la ville de sensibilités politiques diverses.

En 2022, la municipalité a chargé la commission de déployer un appel à projets citoyens (rédaction du règlement, choix des lauréats, etc.) visant à susciter la concrétisation de projets compatibles avec les enjeux du temps long à l'échelle de la ville.

OBJECTIFS

- Cultiver la participation citoyenne et veiller à la prise en compte des enjeux du temps long dans les projets de la commune.
- Accompagner l'initiative citoyenne et associative à travers la mise en œuvre de projets compatibles avec les enjeux du temps long.

MOTS DU JURY

3

Un projet original qui s'attache à prendre en compte les enjeux du temps long dans les projets menés par la ville. Les membres de la commission ont rédigé eux-mêmes sa charte de fonctionnement.

CONSTRUIRE MARMANDE ENSEMBLE GRÂCE À UNE DÉMOCRATIE ACTIVE



Commune de Marmande (47)

DÉMARCHE

Marmande est une commune qui favorise la participation citoyenne depuis 30 ans. La nouvelle équipe municipale a décidé de dresser en 2020 un bilan de l'existant avec ses habitants et de co-construire la suite. Trois nouveaux outils ont ainsi été mis en place : le budget participatif, le conseil participatif et les groupes de travail thématiques.

Le conseil participatif est initié lorsqu'un projet structurant est mis à l'ordre du jour par la ville et a pour objectif de réunir des publics qui ne se croisent pas habituellement pour les faire travailler ensemble. Les groupes de travail thématiques ont vocation à chercher des solutions aux problématiques de la vie quotidienne.

OBJECTIFS

- Associer les habitants en les rendant acteurs de la vie de la cité.
- Partager et échanger sur nos choix et nos idées avec les habitants afin d'enrichir les points de vue.
- Utiliser le bon sens et les compétences des concitoyens, leur expertise d'usage.
- Donner l'envie de s'investir et le goût de l'engagement.
- Apporter de la proximité, de la bienveillance, recréer du lien social.
- Réconcilier les Marmandais avec la chose publique, la politique.

MOTS DU JURY

3

Il s'agit d'une démarche globale où les nouveaux outils de participation ont été co-construits avec les habitants. Le conseil participatif permet de réunir un public divers (citoyens, élus, techniciens, associations, etc.) et de le faire réfléchir ensemble sur des projets.

LES RENCONTRES DE LA JEUNESSE



Commune de Périgueux (24)

DÉMARCHE

Cette démarche s'inscrit dans la volonté de renouveler les politiques en direction de la jeunesse en identifiant ses besoins mais également en écoutant ses propositions. Elle a été imaginée avec l'appui des acteurs du territoire travaillant avec les jeunes mais également avec des étudiants de l'IUT de Périgueux.

Des outils divers et adaptés aux jeunes ont été imaginés pour aller recueillir leurs témoignages dans leurs lieux de vie avant l'organisation des Rencontres de la jeunesse. Les jeunes sont ensuite accompagnés pour construire des projets en lien avec les problématiques identifiées.

OBJECTIFS

- Toucher le maximum de jeunes pour dresser un bilan des besoins et envies, puis construire des solutions et des projets avec eux.
- Créer un lien durable pour poursuivre un travail de concertation et de construction avec la ville, mais aussi de faire se rencontrer les jeunes entre eux.
- Sensibiliser les services municipaux et insuffler un réflexe d'inclusion des problématiques jeunesse dans toutes les politiques municipales.

MOTS DU JURY

3

Un projet complet avec une réelle volonté de travailler avec les jeunes qui se traduit par la multiplication des dispositifs pour aller les chercher à tous les niveaux. La mise en place d'un vidéomathon représente une belle réussite du projet.

POUR UNE VILLE DES ENFANTS : LYON

DÉVELOPPE LA PARTICIPATION DES ENFANTS ET LEUR DONNE LA PAROLE



Ville de Lyon (69)

DÉMARCHE

Avec la volonté de faire de la ville un espace à hauteur d'enfant, Lyon a mis en place plusieurs dispositifs pour faire participer les enfants de la maternelle au collège autour de 3 axes :

- Faire avec les enfants les aménagements et les politiques qui les concernent (ex : projet éducatif territorial, végétalisation des cours d'école, rénovation d'aires de jeux)
- Développer l'éducation à la citoyenneté (ex : conseils d'arrondissement des enfants)
- Leur donner la parole dans la construction des politiques publiques de la ville à travers des outils de participation spécifiques (dessins, formats ludiques, etc.).

OBJECTIFS

- Faire des enfants des acteurs à part entière de leur ville en promouvant leurs droits et en leur garantissant une place réelle dans un espace encore souvent inadapté.
- Développer une culture de la participation.

MOTS DU JURY

3

Une démarche qui reconnaît les enfants comme acteurs à part entière de la ville et qui propose des outils divers et adaptés à ce public.

ASSEMBLÉE CITOYENNE DE PARIS



Ville de Paris (75)

DÉMARCHE

L'idée d'une Assemblée citoyenne émane directement des propositions formulées par les Parisiens en 2019 lors de la conférence du consensus lancée par la ville. Son fonctionnement repose sur un rapport remis en 2021 par la Fédération pour l'Innovation en Démocratie en Europe.

Il s'agit d'une instance permanente de démocratie délibérative dont les membres sont indemnisés et renouvelés tous les 12 à 18 mois et qui a pour objectif de prendre part directement à la fabrique de la décision publique en lien avec le Conseil de Paris. Elle peut, par exemple, soumettre une délibération citoyenne au Conseil.

OBJECTIFS

- Intégrer et faire participer les citoyens au fonctionnement et à la définition des politiques publiques parisiennes.
- Renforcer la démocratie et la légitimation de la prise de décision.

MOTS DU JURY

3

Il s'agit d'une instance aux prérogatives innovantes et importantes, notamment sa capacité à formuler un vœu en Conseil de Paris ou de lui soumettre une délibération citoyenne.

RÉDACTION D'UNE CHARTE DE LA DONNÉE - ELABORATION DES BASES ÉTHIQUES DU SERVICE PUBLIC LOCAL DE LA DONNÉE PAR LE BIAIS D'UNE CONFÉRENCE DE CONSENSUS



Brest Métropole (29)

DÉMARCHE

Dans le cadre de la création d'un service public local de la donnée, la ville a organisé une conférence de consensus avec 20 citoyens tirés au sort dans l'objectif de se doter d'une doctrine, se mettre d'accord sur des bases éthiques et élaborer une charte de la donnée.

La gestion des données étant une question sensible voire clivante, la méthode utilisée avait pour but de rechercher le consensus mais également les conditions de consentement des citoyens. Deux garants ont veillé à la qualité du dispositif participatif.

OBJECTIFS

- Rédiger une charte de la donnée pour le futur Service Public de la Donnée dans le respect de la parole émise par les membres du jury
- Favoriser l'émergence de l'intelligence collective au sein du panel et avec les experts.

MOTS DU JURY

3

Une démarche intéressante sur un sujet très technique mais avec une forte dimension sociétale.

MA RÉGION DEMAIN



Région Grand Est

DÉMARCHE

« Ma Région demain » est la démarche de démocratie participative lancée par la Région Grand Est en mai 2020. D'abord centrée sur la sortie de crise, elle est progressivement devenue un outil d'accompagnement des politiques publiques régionales. Les citoyens sont impliqués via une plateforme digitale qui recueille leurs contributions ainsi que des ateliers participatifs. 18 projets participatifs ont été portés depuis son lancement.

Il s'agit également d'un outil de concertation interne à la Région qui a permis de mener deux enquêtes à destination des agents sur le thème du sport et de la mobilité durable.

OBJECTIFS

- S'approprier la démarche en interne.
- Donner le pouvoir aux citoyens de ré-interroger les politiques régionales, voire leur donner de nouvelles orientations.

MOTS DU JURY

3

Le projet est mené à une échelle où il est difficile de mobiliser (la région). Il prend soin de multiplier les outils utilisés (questionnaires, boîtes à idées, appel à projets, votations citoyennes et une opération de financement participatif « Café Solidaire ») et le lien à la décision est clairement établi.

PROJET #VOISINS2035



Sens Civique et la Commune de Voisins-le-Bretonneux (78)

DÉMARCHE

La démarche #VOISINS2035 a pour but d'impliquer les citoyens de Voisins-le-Bretonneux dans la construction d'une vision de leur ville en 2035, afin d'orienter les politiques futures grâce à l'élaboration d'un récit partagé. La pédagogie citoyenne est au cœur du projet pour sensibiliser aux impératifs de l'action publique.

Quatre activités sont proposées aux citoyens - des marches exploratoires individuelles, des balades urbaines collectives, des ateliers participatifs collectifs et une grande enquête citoyenne - le tout ponctué de réunions publiques aux moments clés du projet.

OBJECTIFS

- Informer, sensibiliser et mobiliser les citoyens sur les politiques publiques .
- Donner aux citoyens des compétences en termes d'urbanisme et de développement durable solidaire.
- Faire évoluer les citoyens de passifs vers actifs.
- Faire entrer la culture de la participation chez les citoyens et inclure toutes les générations.

MOTS DU JURY

3

Ce sont les citoyens qui ont eu envie de faire avec la ville. En effet, la démarche a été proposée à la municipalité par l'association Sens Civique. La ville a accepté de la financer et s'est engagée à prendre en compte les propositions des citoyens dans ses futurs projets.

LAURÉATS 2 ÉTOILES



20 lauréats

LA CONCERTATION AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



Commune de Brunstatt-Didenheim (68)

L'équipe municipale a mis en place une Commission Participative de Développement Durable composée de citoyens volontaires et autonomes dans son fonctionnement. Elle définit les actions qu'elle souhaite engager en matière de transition écologique et présente ses propositions au Conseil municipal qui les valide et met les moyens techniques et financiers de la commune à sa disposition.

CHARTRE DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE DE LA VILLE DE BOIS-GUILLAUME



Commune de Bois-Guillaume (76)

La rapide mutation urbaine de la ville de Bois-Guillaume a entraîné des frustrations et incompréhensions chez les habitants. Il a donc été décidé de leur redonner la parole via une Convention citoyenne réunissant 16 citoyens tirés au sort parmi 150 volontaires. Ces citoyens ont rédigé une charte permettant de fixer les attentes, la vision et les règles du jeu de la ville en matière de construction, d'aménagement et d'urbanisme.

LE BUDGET PARTICIPATIF DE FONCTIONNEMENT



Ville de Floirac (33)

La ville de Floirac s'est dotée de multiples instances de démocratie locale permettant de mettre la participation citoyenne au cœur de ses politiques publiques. Le projet de budget participatif a été lancé dans ce contexte en 2017. Depuis 2021, les Floiracais peuvent déposer des projets de fonctionnement par quartier avec une enveloppe à hauteur de 12 000 euros par quartier (fonctionnement) et 100 000 euros pour les projets ville (investissement).

RÉNOVATION DU CENTRE VILLE DE MAYENNE



Ville de Mayenne (53)

Dans le cadre du projet de rénovation de son centre urbain, la ville de Mayenne a décidé de lancer une démarche de concertation articulée autour de différents dispositifs : porteurs de parole et déambulations urbaines, atelier focus groupe avec les commerçants du centre-ville, jury citoyen composé de 25 citoyens tirés au sort qui a présenté 48 préconisations à la population et aux élus.

ASSEMBLÉE CITOYENNE ET BUDGET PARTICIPATIF DE LA COMMUNE DE RAMONVILLE SAINT-AGNE



Commune de Ramonville Saint-Agne (31)

La démarche participative mise en œuvre par la commune de Ramonville Saint-Agne se fonde sur deux piliers : une assemblée citoyenne qui permet aux habitants de participer à la création et à l'évaluation des politiques publiques d'une part ; un budget participatif dont la mise en place a été pilotée avec les conseils de quartier et dont l'enveloppe de 300 000 euros correspond à un montant de 20 euros par habitant.

#TAPAROLECOMPTE - CONCERTATION JEUNESSE



Commune de Cachan (94)

Cachan a lancé une concertation dédiée aux jeunes (12-30 ans) vivant, étudiant ou travaillant dans la ville avec pour objectif la création d'espaces de dialogue et de rencontres en adéquation avec leurs attentes. Après une enquête audiovisuelle menée auprès d'une soixantaine de jeunes, 7 rencontres et 6 ateliers thématiques ont été organisés pour recueillir leur parole, leur vision de la ville et leurs attentes personnelles et collectives.

VERS UN SCHÉMA DES MOBILITÉS PARTICIPATIF ET DURABLE : CRÉEZ, VOTEZ, CIRCULEZ !



Commune de Charleville-Mézières (08), accompagnée par l'Agence de concertation Palabreo

Pour repenser son plan de circulation, Charleville-Mézières a mis en place une démarche de co-construction fondée sur divers dispositifs. Après avoir consulté les carolo-macériens via une enquête diagnostic et une cartographie participative en ligne, deux ateliers réunissant 154 habitants ont été organisés pour débattre des orientations du projet, évaluer les hypothèses et construire collectivement des scénarios d'aménagement concrets. Le schéma des mobilités ainsi co-construit a été voté lors d'un référendum d'initiative locale.

LE PROJET DES ACCUEILS, LE BUDGET PARTICIPATIF À DESTINATION DES AGENTS ET GRANDIR ENSEMBLE - ACTE II



Commune de Vertou (44)

Vertou a lancé une démarche associant élus, agents, usagers et habitants pour co-construire les politiques publiques. L'ensemble des dossiers présentés par la ville a été récompensé par le jury : le Projet des Accueils, la démarche Grandir Ensemble et le Budget participatif. Cette dernière démarche est une innovation managériale qui a particulièrement été valorisée par le jury.

L'AMÉNAGEMENT TRANSITOIRE CONCERTÉ DU BOULEVARD GEORGES LEYGUES



Commune de Villeneuve-sur-Lot (47), en partenariat avec l'Agence Aurélie Corbineau

Dans le cadre du dispositif Action Cœur de Ville, la commune de Villeneuve-sur-Lot a fait de l'aménagement du boulevard Leygues une priorité en termes de participation citoyenne. Divers dispositifs ont ainsi été mis en place (ateliers, vidéomathon, porteur de parole, cartographie collaborative, etc) avec une attention particulière aux formes participatives « d'aller-vers ».

ON A BESOIN DE VOUS : LE PLU VALENTINOIS AU PLUS PRÈS DE SES ACTEURS



Ville de Valence (26)

Face au constat d'inadaptation de son Plan Local d'Urbanisme pour répondre aux enjeux environnementaux et patrimoniaux, la ville a décidé de le réviser en s'appuyant sur ses habitants et acteurs locaux. Elle s'est attachée à rendre accessible à tous ce document technique et transversal puis a invité chacun à s'exprimer sur les enjeux à intégrer au futur PLU par le biais d'ateliers, d'une carte interactive participative et d'entretiens ciblés.

CONVENTION CITOYENNE, CONSTRUIRE ENSEMBLE LA TRANSITION DE CLERMONT



Ville de Clermont-Ferrand (63)

Le Conseil municipal a mis en place une Convention citoyenne qui a permis à 70 habitants de formuler des propositions en matière de transition écologique, sociale et démocratique. La phase de formation sur l'action publique a été assurée par des experts nationaux et internationaux et par les services de la ville et de la métropole. Les conventionnés se sont ensuite saisis des sujets à approfondir pour proposer des actions concrètes. Une votation citoyenne a permis au grand public de prioriser les 40 propositions formulées.

CONSTRUCTION D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE PARTICIPATIVE DU TERRITOIRE ET ENGAGEMENTS POUR UN TERRITOIRE PARTICIPATIF



Grenoble-Alpes Métropole (38)

La métropole a engagé diverses démarches de participation citoyenne. Elle a notamment mis en place une plateforme multi-sites qui répond à un double enjeu : fédérer et articuler les dispositifs communaux et métropolitains lorsque cela est pertinent et permettre aux plus petites communes du territoire de disposer d'un outil performant. Par ailleurs, 5 engagements pour un territoire participatif ont été rédigés collectivement par un panel citoyen associé au Conseil de développement, l'association Civipole et des élus.

UNE DÉMARCHE INTÉGRÉE DE DIALOGUE PUBLIC ET DE PARTICIPATION CITOYENNE : L'EXEMPLE DE L'AMPLIFICATION DE LA ZONE À FAIBLES ÉMISSIONS DE LA MÉTROPOLE DE LYON (ZFE)



Grand Lyon (69)

Dans le cadre de la mise en place de sa zone à faibles émissions, la métropole de Lyon a articulé plusieurs temps et outils permettant de recueillir les avis et propositions des citoyens. Le processus de concertation s'est étalé sur un an avec trois phases principales : la préparation avec des tables rondes, la concertation approfondie avec une multiplicité d'espaces de dialogue et l'expérimentation par 20 foyers d'une offre de mobilité alternative.

ELABORATION DE LA CHARTE MÉTROPOLITAINE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE - CONVENTION MÉTROPOLITAINE DE LA CITOYENNETÉ



Rennes Métropole (35)

La Métropole a fait le choix de mettre en place une Convention métropolitaine de la citoyenneté, composée de 86 habitants tirés au sort, pour rédiger une Charte, document posant les principes, engagements et outils de la stratégie de participation du territoire. Les propositions des conventionnés ont été débattues avec l'ensemble de la population et retravaillées lors de temps de dialogue avec les élus.

LE DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE À L'ÉCOUTE DE SES CITOYENS À TRAVERS UNE ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE DE LA DIVERSITÉ DE SON TERRITOIRE



Conseil départemental de la Corrèze (19)

Le département a mis en place en 2022 une assemblée corrézienne constituée de 38 membres tirés au sort après un appel à candidature. Associée aux travaux de la collectivité, son rôle est de construire et produire collectivement des avis et des propositions. Les mineurs ne pouvant pas faire partie de l'assemblée, ils sont associés grâce à des dispositifs complémentaires.

DEUX BUDGETS PARTICIPATIFS DÉLIBÉRATIFS



Conseil départemental de la Haute-Garonne (31)

Le département a mis en place 2 jurys citoyens participatifs et délibératifs rattachés à 2 appels à projets (le Fonds de soutien aux initiatives culturelles locales et Initi'Active Jeunesse) pour détecter, impulser et accompagner des projets émergents dans le cadre de politiques publiques départementales. Chaque jury décide souverainement de la distribution des sommes à allouer entre les dossiers déposés pour chaque appel.

ELABORATION ET ANIMATION DE LA STRATÉGIE PUYDOMOISE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DU BUDGET ÉCOLOGIQUE CITOYEN



Département du Puy-de-Dôme (63)

Le département a mis en place un Budget écologique 100% citoyen de 2 millions d'euros sur 2 ans. Les citoyens déposent des projets répondant aux thématiques définies par le département, les votent, les accompagnent et les mettent en œuvre grâce à une commission citoyenne. En parallèle, des territoires se sont portés volontaires pour être pilotes de la transition écologique et essayer leurs expériences. Enfin, un volet participation des entreprises à la stratégie départementale de la transition écologique a été élaboré.

SAINT-OUEN-SUR-GARTEMPE : UNE COMMUNE ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



WPD onshore France et Commune de Saint-Ouen-sur-Gartempe

Lancé à l'initiative d'agriculteurs de la commune en 2017, le projet éolien de Saint-Ouen-sur-Gartempe a fait l'objet d'une concertation poussée avec les acteurs du territoire pour définir son implantation puis les mesures d'accompagnement du projet. Divers formats ont été proposés en fonction de la volonté d'investissement de chacun (comité de pilotage avec élus et habitants, votes lors de permanences publiques, informations régulières, etc.).

DISPOSITIF RÉPONSES (RÉDUIRE LES POLLUTIONS EN SANTÉ ENVIRONNEMENT) : ÉLARGISSEMENT AUX PUBLICS CIBLES & PÉRENNISATION



SPPPI PACA

Le dispositif REPONSES a été mis en place en 2019 pour apporter des réponses aux préoccupations des habitants et usagers du territoire de l'étang de Berre sur la pollution de l'air et installer un dialogue entre citoyens et acteurs. En 2021, une nouvelle étape d'envergure a été menée avec un retour massif sur le terrain pour élargir l'écoute à des publics dits « éloignés » et pérenniser un dialogue mature et constructif autour de la qualité de l'air sur le territoire.

CONSULTATION CITOYENNE - IN/JUSTICE



Conseil National des Barreaux

Après avoir fait réaliser un diagnostic sur le rapport à la justice des citoyens, le Conseil National des Barreaux (CNB) leur a demandé sur une plateforme numérique « Comment favoriser l'accès au droit pour lutter contre les injustices? ». Près de 26 000 personnes ont participé à cette consultation qui a duré 7 semaines, proposant plus de 1000 propositions et générant plus de 130 000 votes. Le CNB a ensuite échangé avec 8 citoyennes et citoyens ayant pris part à la consultation et ayant formulé des propositions.

LAURÉATS 1 ÉTOILE



45 lauréats



PARTICIPATION CITOYENNE - AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DANS LE SECTEUR DU MOUSTOIR



Commune d'Arradon (56)

Dans le cadre d'un réaménagement total des voiries dans le quartier du Moustoir, la ville d'Arradon a souhaité associer l'ensemble des parties prenantes au projet en faisant collaborer les usagers et les concessionnaires.

BILLY-BERCLAU, VILLE PARTICIPATIVE



Mairie de Billy-Berclau (62)

Afin d'associer les citoyens aux décisions municipales, la commune a allié plusieurs modèles de concertation afin de s'adapter à la diversité des usages des habitants : permanences, référents de quartier, réunions publiques, plateforme numérique, etc.

IMAGINONS ENSEMBLE COLLÉGIEN 2030



Commune de Collégien (77), accompagnée de l'agence de concertation Palabreo

Les citoyens de Collégien ont été invités à des « tables-ateliers » pour formuler leurs « futurs souhaités » pour la commune et définir les lignes directrices d'un avenir en commun.

EXTENSION DU PARC PATUREL : CROLLOIS, À VOUS DE DÉCIDER !



Ville de Crolles (38)

Crolles a mis en place une concertation sur l'extension du Parc Jean-Claude Paturel sur sa nouvelle plateforme numérique. Les citoyens ont ainsi pu déposer leurs propositions en ligne puis la municipalité a proposé trois projets d'extension qui ont été soumis à un vote citoyen.

IMAGINONS ENSEMBLE L'ÉCOLE JEAN MONNET DE DEMAIN



Ville d'Evron (53), en partenariat avec le cabinet Histoires de ville

Face à l'opposition des usagers au projet de fusion des écoles de la commune, Evron a mis en place divers dispositifs de participation pour co-construire ce projet et inciter les citoyens de tout âge à imaginer cette école de demain.

LE NOUVEAU PRESBYTÈRE ? DÉCIDONS ENSEMBLE !



Commune de Flourens (31)

Flourens a mené une large consultation pour construire le projet de réhabilitation de son presbytère et de son jardin en recueillant les propositions des usagers. Une quarantaine d'habitants volontaires ont accompagné les élus tout au long de la démarche.

« AVENIR DE JOUARS-PONTCHARTRAIN » OU LA GRANDE SÉQUENCE PARTICIPATIVE DE 3 MOIS



Commune de Jouars-Pontchartrain (78)

Afin d'alimenter le Plan de Territoire Petite Ville de Demain ainsi que la révision du PLU, une grande séquence participative vers les habitants a été lancée, reposant sur des outils innovants : ateliers solution en mode grand débat, micros-trottoirs, etc.

MISE EN OEUVRE ET RÉALISATION DU 1ER BUDGET PARTICIPATIF DE LA COMMUNE DE L'HÔPITAL-CAMFROUT



Commune de l'Hôpital-Camfrout (29)

Soutenu par une large campagne de communication, le premier budget participatif de la commune s'est élevé à hauteur de 3000 € pour 2300 habitants et a fait émerger des projets d'intérêt général portés par la population.

LA GRIGONNAIS AVEC VOUS - PROGRAMME DE PARTICIPATION CITOYENNE



Commune de La Grignonnais (44)

Depuis plus de 20 ans, la commune expérimente les dispositifs de participation citoyenne. Depuis 2020, la nouvelle équipe municipale a modifié sa gouvernance pour encore mieux intégrer les citoyens à ses projets et développer de nouvelles instances participatives.

LA CONCERTATION CROIX VERTE



Commune du Bourget-du-Lac (73)

L'équipe municipale du Bourget s'est engagée à tenir compte des avis citoyens dans le cadre de son projet d'aménagement du site communal « La Croix Verte » après le rejet d'un premier projet élaboré par l'intercommunalité et la Région sans concertation.

UN ATELIER CITOYEN POUR AMÉNAGER LE PARC ET LE LANCEMENT DU BUDGET PARTICIPATIF



Commune du Plessis-Pâté (91)

Le Plessis-Pâté a lancé une concertation citoyenne afin de recueillir les souhaits et besoins des habitants quant à l'aménagement du Square des Isards. 34 propositions ont été formulées. Un projet de budget participatif a également été lancé.

CO-CONSTRUCTION D'UN TIERS-LIEU POUR MONDONVILLE



Commune de Mondonville (31)

Dans le cadre de la création d'un tiers-lieu, la municipalité de Mondonville a mis en place une démarche de concertation afin d'impliquer le plus grand nombre d'acteurs locaux et habitants au projet (enquête en ligne, micros-trottoirs, réunions ouvertes, etc.).

LES ATELIERS DE QUARTIER



Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie (85)

Deux types d'instances participatives sont mises en place par la commune : les Réunions de quartier où les habitants interpellent directement les élus et les Assemblées ou Ateliers de quartier permettant aux habitants d'être intégrés à des projets concrets sur lesquels ils travaillent collectivement.

COMMISSION EXTRA MUNICIPALE TRANSPORT DE LA VILLE DE SAINT-SULPICE-LA-POINTE



Commune de Saint-Sulpice-La-Pointe (81), en collaboration avec la société Exaeco

La ville a mis en place une commission extra municipale autour de la question du transport et en particulier autour du sujet bus. Les citoyens ont ainsi été invités à rédiger un nouveau cahier des charges s'appuyant sur leurs usages et leurs attentes et ainsi faire évoluer les propositions de transport en bus au sein de la ville.

CONCERTATION AUTOUR DE LA RÉDACTION DU NOUVEAU PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL (PEDT)



Commune de Volvic (63)

La commune a convié les enfants, familles, éducateurs et associations à s'exprimer sur la vie de l'enfant et de la jeunesse sur le territoire à travers divers outils innovants : murs d'expressions, sondages, conférence avec un spécialiste des rythmes de l'enfant, réunions, etc.

CONCERTATION POUR LA CRÉATION DU PARC AUGUSTE BADIN



Commune de Barentin (76)

La commune a donné carte blanche aux habitants pour dessiner un nouveau parc sur une ancienne friche industrielle. Après des diagnostics en marchant, des ateliers ont été organisés pour recueillir les propositions et les élèves des écoles ont pu dessiner le parc de leurs rêves.

GRANDE CONCERTATION SUR LE SPORT À BRUGES : PARTAGEZ VOS IDÉES !



Commune de Bruges (33)

Afin de mieux définir l'offre sportive de la commune, il a été décidé de partir des usages des Brugeais. La démarche s'est concrétisée en deux étapes : une enquête en ligne suivie d'ateliers participatifs citoyens.

CARRIÈRES-SOUS-POISSY SE CONSTRUIT PAR ET AVEC SES HABITANTS



Commune de Carrières-sous-Poissy (78)

La commune a pour objectif d'impliquer un maximum de citoyens engagés dans des instances de démocratie participative traitant de thèmes variés. 12 instances de participation ont ainsi été mises en place pour 16 300 habitants.

DESSINONS FLEURY



Commune de Fleury-Mérogis (91), accompagnée de l'agence Voix Publique et de Princy Borgne

Cette démarche de co-construction visait à recueillir les attentes et idées des habitants pour leur commune à travers des rencontres publiques et des ateliers. Un travail de mobilisation de terrain a été mené en amont afin d'aller chercher des publics éloignés.

RÉAMÉNAGEMENT DU SITE DE PORT LUNEAU



Ville de La Flèche (72)

Dans le cadre de la réhabilitation du site de Port Luneau, La Flèche s'est donnée comme objectif de co-construire avec ses habitants le devenir de ce site emblématique via une concertation multicanal sur le temps long.

PREMIER BUDGET PARTICIPATIF DE MONTREVAULT-SUR-ÈVRE



Commune de Montrevault-sur-Èvre (49)

La ville de Montrevault-sur-Èvre a lancé son premier budget participatif en juillet 2021. Les élus ont décidé de s'emparer de cet outil pour le faire vivre dans un territoire rural et faire émerger de nouvelles idées.

PREMIÈRE ÉDITION DU BUDGET PARTICIPATIF PLOEMEUROIS



Commune de Ploemeur (56)

Ploemeur a lancé son premier budget participatif en se fondant sur sa Charte de la Démocratie Locale qui entend développer une démarche globale « d'aller vers et faire avec la population ».

CRÉATION DES CONSEILS DE QUARTIER PAR UN GROUPE DE TRAVAIL CITOYEN



Ville de Sainte-Luce-sur-Loire (44)

La Charte des Conseils de quartier de la commune a été rédigée par un groupe de travail citoyen (citoyens tirés au sort, représentants d'associations et de copropriétés et élus). Leur travail a été présenté sous forme de délibération, votée par le Conseil municipal.

UN PLAN VÉLO COMMUNAL PARTICIPATIF



Commune de Charenton-Le-Pont (94)

Dans le cadre de la construction du plan vélo, les citoyens ont été amenés à donner leurs avis, leurs préférences et leurs retours d'expérience (sécuriser les mobilités douces, apaiser les conflits d'usage, etc.). Ces données ont été intégrées au schéma directeur cyclable.

CONCERTATION POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DU PARC A. CAMUS À GRAND-QUEVILLY



Commune de Grand-Quevilly (76)

Dans le cadre du réaménagement du parc Albert Camus, un diagnostic partagé a été mené. Puis les habitants ont été invités à travailler et améliorer les propositions des services de la ville notamment à partir d'une fresque réalisée par un facilitateur graphique.

COMITÉ CONSULTATIF LILASIEN « POUR UNE VILLE TOUJOURS PLUS INCLUSIVE »



Commune des Lilas (93), accompagnée par La suite dans les idées

Depuis mars 2022, la ville expérimente la mise en place d'un comité consultatif lilasien avec 26 habitants tirés au sort pour travailler (6 jours non consécutifs) sur l'élaboration de mesures visant à rendre Les Lilas exemplaire en matière de lutte contre les discriminations.

LA PARTICIPATION CITOYENNE, UN AXE MAJEUR DU MODE DE GOUVERNANCE



Mairie de Marcq-en-Baroeul (59)

La municipalité intensifie son travail en faveur de la démocratie participative mené depuis de nombreuses années : évolution des règles entourant le budget participatif, création d'un conseil des jeunes, mise en place de temps d'échanges entre les instances participatives, etc.

PENSER ENSEMBLE, AGIR POUR TOUS !



Commune de Saint-Germain-en-Laye (78)

Le premier budget participatif de la ville a été lancé en 2021. C'est un comité de pilotage composé d'élus et de citoyens qui a établi son règlement en amont, qui va suivre son déroulement, évaluer le dispositif et faire des propositions d'amélioration.

CRÉATION DU CONSEIL LOCAL DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SAINTAIS



Ville de Saintes (17)

Dans le cadre de la définition d'une stratégie de transition écologique efficiente, la ville a créé un Conseil de transition écologique. Cette assemblée consultative se compose de 22 membres, tous Saintais inscrits sur les listes électorales.

CONCERTATION SUR LE RÉAMÉNAGEMENT DU PARC HELLER



Commune d'Antony (92)

Dans le cadre du réaménagement du parc Heller, une consultation en ligne a été organisée ainsi que des consultations directes et des ateliers participatifs. Un site internet immersif a été créé pour mieux comprendre l'histoire du parc et les enjeux de son réaménagement.

ETATS GÉNÉRAUX DE LA DÉMOCRATIE LOCALE



Commune de Chambéry (73)

Les États Généraux de la Démocratie Locale avaient pour objectif d'établir un dialogue entre les différentes parties prenantes pour rebâtir la démocratie locale : bilan de la participation citoyenne, expérimentation de nouveaux outils et mise en œuvre d'une nouvelle démocratie.

POUR LE CLIMAT, À IVRY, ON AGIT !



Commune d'Ivry-sur-Seine (94)

La commune a pour objectif d'élaborer le plus démocratiquement possible son plan d'actions pour le climat en privilégiant la participation volontaire au tirage sort. Une caravane citoyenne a notamment été mise en place pour « aller-vers » avant l'organisation d'ateliers, d'une exposition évolutive, de rencontres publiques, etc.

DESSINE-MOI UN GABUT



Commune de La Rochelle (17), accompagnée par la SCOP Lisode

Dans le cadre du réaménagement de la friche de Gabut, la ville met en place un dispositif de concertation : information sur site et en ligne, consultation via des enquêtes en ligne et sur le terrain, dialogue et co-construction lors de quatre ateliers citoyens et professionnels, etc.

CONSTRUIRE SURESNES ENSEMBLE



Commune de Suresnes (92)

Cette démarche vise à définir avec les habitants une vision prospective pour leur ville, dans un horizon de 5 à 20 ans. Après une phase d'enquête auprès de 250 personnes, des ateliers ont été organisés pour recueillir les propositions des Suresnois.

FORUM DE LA CULTURE



Ville de Bordeaux (33)

Le Forum de la culture a vocation à co-construire, avec les acteurs culturels et les habitants de Bordeaux, la nouvelle feuille de route de la politique culturelle municipale, puis de procéder à son évaluation tout au long du mandat.

LES ATELIERS CITOYENS UNE NOUVELLE INSTANCE POUR PLUS DE PARTICIPATION



Mairie de Toulouse (31)

La municipalité a mis en place 4 ateliers citoyens par quartier pour travailler chacun sur l'un des sujets suivants : rédaction d'une charte de l'identité urbaine, implication des citoyens pour améliorer le cadre de vie, financement de la dépense publique et écologie.

FAIRE TERRITOIRE ENSEMBLE



Communauté de communes des Coëvrons (53)

Il a été décidé de réactualiser le projet de territoire en l'imaginant à horizon 2040 avec l'ensemble des acteurs, en association étroite avec le Conseil de Développement, via une large enquête puis une Assemblée de territoire composée d'élus, habitants et usagers.

3P : CLIMAT, MOBILITÉ, LOGEMENT, VOUS AVEZ LA PAROLE !



Vienne Condrieu Agglomération (69), avec le concours du bureau d'études Nalisse

La démarche 3P (PCAET, PDM, PLH) consiste en l'élaboration de ces 3 stratégies, de manière coordonnée et participative via une plateforme de participation, une exposition, des kiosques citoyens, des ateliers, des micro-trottoirs, etc.

« INVENTER DEMAIN » : LA CONCERTATION AU COEUR DE L'ÉLABORATION DU PROJET DE TERRITOIRE



Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay (62)

La Communauté d'Agglomération a construit son Projet de Territoire à l'horizon des 10 prochaines années en y associant les citoyens à travers la réalisation et l'animation de temps de concertation au long des étapes de construction du projet.

UN LARGE MOUVEMENT D'ÉCOUTE CITOYENNE DANS L'ÉLABORATION DU PLAN MÉTROPOLITAIN DES MOBILITÉS ET DANS L'ÉVOLUTION DES AMÉNAGEMENTS URBAINS



Métropole du Grand Nancy (54)

La Métropole a engagé en 2021 un processus de concertation élargi avec toutes les parties prenantes, les représentants de la société civile et les citoyens afin d'élaborer son Plan Métropolitain des mobilités.

CONSTRUISONS ENSEMBLE LES PROJETS DE NOUVELLES LIGNES DE TRANSPORTS !



Métropole Européenne de Lille (59)

Les projets de création de nouvelles lignes de transport en commun ont fait l'objet d'une concertation préalable pour débattre avec les habitants des objectifs, des enjeux et des caractéristiques principales.

LE BUDGET PARTICIPATIF TRANSFRONTALIER IDEIAK ET LA CONSULTATION DES JEUNES DE 16 A 25 ANS POUR LA MISE EN OEUVRE D'UN « PACK JEUNES »



Département des Pyrénées-Atlantiques (64)

Dans le cadre de la mise en place d'un budget participatif transfrontalier, les citoyens du 64 et de Gipuzkoa (en Espagne) peuvent proposer et décider ensemble des projets qui les rapprocheront sur le thème « créer du lien entre les habitants des deux territoires ». Par ailleurs, le département des Pyrénées-Atlantiques a choisi de consulter les jeunes et les professionnels de la jeunesse pour construire son « Pack Jeunes ».

HACKATHON DU SITE DE SOINGS : RÉINVENTER AVEC LE TERRITOIRE !



Storengy et l'INSA Centre-Val-de-Loire

Pour penser la reconversion du site de stockage de gaz de Soings, Storengy souhaite associer les acteurs du territoire. Une première étape a été la tenue d'un hackathon autour d'ingénieurs et de paysagistes.

PROJET SOLAIRE MAYA : UNE DÉMARCHE DE CONCERTATION INCLUSIVE AU SERVICE DES GUYANAIS



Total Energies et Ville de Macouria

Total Energies et la Ville de Macouria ont souhaité informer et impliquer la population dans la conception du projet de centrale solaire Maya avant le dépôt du dossier en instruction à travers des ateliers de travail et des forums d'information.

ÉTUDE PARTICIPATIVE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'EXPOSITION RADIOLOGIQUE DES RIVERAINS DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE SAINT-ALBAN



Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)

Dans le cadre d'une Étude Radiologique de Site autour de la centrale nucléaire de Saint Alban, l'IRSN a permis aux citoyens qui le souhaitent de s'impliquer dans le programme d'étude, d'apporter leur concours à sa mise en œuvre et de s'en approprier les concepts, enjeux et résultats.

Décider ensemble, think tank créé il y a plus de 15 ans, s'attache à réunir les acteurs de la société française pour créer une culture de la décision partagée et aborder les thématiques de participation, de concertation et de dialogue entre parties prenantes.

UNE GOUVERNANCE TRANSPARTISANE



BERTRAND PANCHER

Député de la Meuse
Président



CAROLINE JANVIER

Députée du Loiret
Vice-Présidente

La gouvernance de Décider ensemble s'appuie sur un conseil scientifique et un bureau composé de représentants d'entreprises, d'ONG, de collectivités locales et de chercheurs. L'association est gérée au quotidien par une équipe de 3 salariées.

PÔLES DE TRAVAIL



THINK-TANK

Observatoire des civic tech et de la démocratie numérique, notes d'enjeux, études, colloques, plaidoyer, etc.



RESSOURCES EN INGÉNIERIE

Matinées de questionnement, formations, fiches expériences, etc.



DIFFUSION ET PROMOTION

Trophées de la participation et de la concertation, Rencontres européennes de la participation.



ACTIVITÉS RÉSEAU

Club des élus locaux, rencontres, voyages d'étude, groupes de travail, etc.

LES TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

Chaque année depuis 2016, Décider Ensemble organise les Trophées de la participation & de la concertation en partenariat avec la Gazette des communes.



Ces Trophées visent à soutenir et promouvoir les actions de concertation réalisées par des collectivités, des collectifs citoyens, des associations ou encore des entreprises publiques et privées.

Un jury, composé d'experts du domaine et d'anciens lauréats, étudie les candidatures reçues et remet aux meilleurs dossiers une récompense allant d'une à quatre étoiles. Les lauréats sont dévoilés lors d'une cérémonie.

■ **2021** : + de **80**
candidatures déposées

■ **2019** : + de **140**
candidatures déposées

■ **2017** : + de **90**
candidatures déposées

■ **2020** : + de **50**
candidatures déposées

■ **2018** : + de **90**
candidatures déposées

■ **2016** : + de **80**
candidatures déposées

NOTRE CENTRE DE RESSOURCES

Collectivité, entreprise, association... Vous souhaitez vous lancer dans une démarche de participation citoyenne ? Découvrir des dispositifs innovants et vertueux ? Vous inspirer de l'existant ?

Rendez-vous sur notre centre de ressources ressources.deciderensemble.com, sur lequel nous mettons à votre disposition une série de fiches-expériences présentant des initiatives diverses en matière de participation, mises en place sur l'ensemble du territoire : le budget participatif du Gers, le « Débat permanent » du Samu Social, la démarche « Parlons Énergies » d'EDF, etc.

Ces fiches présentent notamment les démarches de participation mises en œuvre par les lauréats de nos Trophées de la participation et de la concertation. Déjà plus de 70 fiches sont consultables et téléchargeables sur ressources.deciderensemble.com.



deciderensemble.com



@deciderensemble



Décider Ensemble



LES TROPHÉES PARTICIPATION CONCERTATION 2022

LA SEPTIÈME ÉDITION DES TROPHÉES DE LA PARTICIPATION ET DE
LA CONCERTATION EST CO-ORGANISÉE PAR :



EN PARTENARIAT AVEC :



AVEC LE SOUTIEN DE :

